

[Texte]

considérable de troupes. Si je me souviens bien, il y en aura 40,000, et le Canada en aura 1,100. C'est un exercice en vue de la protection du flanc nord de la Norvège.

Comme vous le savez, le Canada est le seul pays, à part la Norvège évidemment, qui a une responsabilité précise quant à la défense du flanc nord de la Norvège. Pour cela, nous avons désigné un groupe de brigades, un bataillon du centre de l'Europe, un escadron de CF-5 ainsi que deux escadrons de recouvrement rapide. C'est une de nos obligations. Je crois que nous indiquons ainsi à nos alliés de l'OTAN que nous voulons être un partenaire digne de foi. Afin de faciliter notre présence sur le flanc nord de la Norvège, nous exerçons des pressions auprès de l'OTAN afin d'obtenir des fonds pour créer l'infrastructure nécessaire pour l'abri d'équipement lourd que nous allons mettre en place à l'avance en Norvège.

Si je pouvais simplement vous donner une petite précision . . .

**Le président:** Je vous en prie.

**M. Blais:** Si nous, nous ne sommes pas en Norvège, c'est parce que les Norvégiens ne veulent pas qu'il y ait présence de forces étrangères avant qu'il y ait danger d'hostilités. Ce n'est pas parce que nous ne voudrions pas être là; c'est parce que les Norvégiens nous disent que nous ne pouvons pas venir avant que des hostilités ne soient prévues. Voilà.

**M. Roy:** Merci, monsieur le ministre.

Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais mentionner que le lendemain, le mardi 28 février, la délégation est allée en visite à SHAPE où les militaires nous ont donné des renseignements réellement pertinents aux inquiétudes qu'exprimaient les membres de la délégation. Le soir, nous avons eu une réception offerte par l'ambassadeur et chef de la mission du Canada auprès de la Communauté européenne, M. Gignac.

Je vous ferai part maintenant de la partie du voyage qui était consacrée à la Communauté économique européenne. Je m'en voudrais de ne pas signaler deux points. Le vendredi, nous nous sommes rendus à l'Institut Atlantique pour les affaires internationales où nous avons rencontré le directeur de l'information, M. Richard Wind. À cette occasion, un membre de la délégation demandait au directeur de l'information de l'Institut Atlantique pour les affaires internationales quelles avaient été les répercussions au sujet de la position prise par le premier ministre du Canada, lors de la réunion de Davos, dans les journaux et au niveau des pays européens. La question a été posée à deux ou trois reprises, et le directeur a dit qu'il n'y avait aucune répercussion et que cela n'avait même pas fait l'objet de deux lignes dans les cinq ou six journaux qu'il lisait quotidiennement en Europe. Cette réponse-là a peut-être grandement déçu l'individu qui avait posé la question, mais elle a été très catégorique.

• 1145

Je termine en parlant d'un article, *A Plan to reshape NATO*, qui a paru dans la revue *Time* en Europe. On mentionne que l'article a été écrit par le docteur Henry Kissinger qui disait ceci:

[Traduction]

number of troops. If I remember correctly, there will be 40,000 and Canada will have 1,100. This exercise is aimed at protecting the northern flank of Norway.

As you know, Canada is the only country, with the exception of Norway, of course, which has a specific responsibility for defending the northern flank of Norway. For this purpose, we have designated a group of brigades, a battalion in the centre of Europe, a squadron of CF-5s, as well as two rapid recovery squadrons. This is one of our commitments. I think we are showing our NATO allies that we want to be a worthy partner. In order to facilitate our defence of the northern flank of Norway, we are putting pressure on NATO to obtain the necessary funds to build a heavy equipment shelter which we want to install in Norway.

If I could give you a small detail . . .

**The Chairman:** Please do.

**Mr. Blais:** We are not in Norway because the Norwegians do not want foreign troops there before there is any danger of hostility. It is not because we do not wish to be there, it is because the Norwegians tell us that we cannot come before hostilities are anticipated.

**Mr. Roy:** Thank you, Mr. Minister.

Mr. Chairman, if you will allow me, the next day, Tuesday February 28, the delegation went to visit SHAPE. The military personnel gave us some very pertinent information with respect to the concerns expressed by members of the delegation. That evening we went to a reception given by the ambassador and head of the Canadian mission to the European community, Mr. Gignac.

I would now like to tell you about the trip that we made to the European Economic Community. I must point out two things. On Friday we went to the Atlantic Institute for International Affairs where we met with the information director, Mr. Richard Wind. On that occasion, a member of the delegation asked the information director about the impact of the position taken by the Canadian Prime Minister during the Davos meeting, namely the impact in the papers and in European countries. The question was asked two or three times and the director said that there had been no repercussions and that there had not even been two lines about it in the five or six newspapers that he reads daily in Europe. That answer was probably a great disappointment to the person who asked it, but it was very categorical.

I will conclude by referring to an article entitled *A Plan to Reshape NATO* which appeared in *Time* magazine in Europe. The article was written by Dr. Henry Kissinger who stated: